L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 9 SEPTEMBRE 1873. 47me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI 9 SEPTEMBRE.

VENTES À L'ENCAN DE CE JOUR,

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Hofman, Marks & Co., au No 33 de la rue de Chartres — Bottes, souliers et brodequins; long ou de détail.

Par Vincent & Co., aux Nos 82 et 84 de la rue de la Douane — Marchandises sèches, notions, etc.

Une dette publique juste et légale.

Nous sommes appelé à traiter ce sujet par les résolutions adoptées dans la dernière convention démocratique du Texas. Cette convention a protesté contre les intentions qu'on lui supposait de répudier les dettes justes et légales, et en même temps contre tout système de subvention financière en faveur des chemins de fer ou autres travaux publics. Ces deux résolutions sont parfaitement conformes aux principes démocratiques, ou plutôt aux principes du droit admis par tous les gouvernements sensés à toutes les époques.

Qu'est que c'est qu'une dette légale d'Etat? Est-ce simplement une dette quelconque, votée à la majorité par une législature, et approuvée par l'Exécutif? Non, ce n'est là qu'une forme dans la fabrication des lois. Il faut bien que cette forme ait été observée pour qu'un projet de loi devienne loi, mais s'il n'a pas d'autre mérite, s'il ne répond pas à un besoin national, à une nécessité impérieuse; s'il n'est pas fondé sur un principe de justice et s'il viole le droit commun, il devient loi vainement; ce n'est pas une loi et personne ne lui doit obéissance.

Supposons qu'un Etat, gouverné par des fonctionnaires extravagants, par des ambitieux d'argent, par des hommes de mauvaise foi, veuille, au moyen d'une législation corrompue, constituer à part un budget énorme pour les travaux publics; supposons que, pour remplir les cadres de ce budget, il faille non pas prélever une quotité seulement sur les revenus des citoyens, mais qu'il faille prendre les revenus tout entiers et même en dépasser le chiffre de manière à entamer le capital, c'est-à-dire que cette législation dût être obéie et respectée par cela seul qu'elle aurait été votée avec toutes les formes et tout le cérémonial d'usage? Non; une pareille législation serait nulle et le devoir de tout bon citoyen serait de la faire abroger le plus tôt possible et de résister à ceux qui voudraient l'appliquer et la mettre en vigueur. Toute loi créant une dette, nécessitant une taxe additionnelle pour y faire honneur, est une fausse loi, une loi nulle, qui ne doit avoir aucune force d'exécution contre personne, à moins qu'elle n'ait été votée et approuvée par le peuple.

Il est admis dans tous les Etats civilisés que les impôts ou taxes ne peuvent être levés que pour couvrir les frais de l'administration publique, dans l'intérêt de la sécurité et de l'ordre social. Encore faut-il que l'administration soit honnête et économe. Sans ces deux conditions, elle n'a droit à aucune subside, à aucune réquisition; les taxes étant regardées uniquement comme la rétribution des services qu'elle rend.

Dans l'état actuel de notre législation, ici comme ailleurs, nul gouvernement n'a le droit d'imposer des redevances en raison de travaux publics. L'initiative doit en être laissée aux citoyens. S'il en était autrement, il n'y aurait plus de garantie pour les fortunes privées. Cette question n'est pas nouvelle; elle a toujours, de temps à autre, occupé le monde, et elle a toujours été résolue dans le sens de la conservation. Y aurait-il plus de raison de la résoudre aujourd'hui dans un sens contraire! Non. Les hommes n'ont pas changé; les choses se sont modifiées sous l'influence des progrès matériels, mais les intérêts sont restés les mêmes et la société nous paraît avoir plus que jamais besoin de permanence et de protection.

En vertu de ces principes, qu'aucune école révolutionnaire n'a pu renverser ni même ébranler, nous regardons comme illégitimes toutes lois établissant des taxes pour des besoins étrangers au service de l'administration publique. Toutes lois accumulant les dettes pour des travaux prétendus d'amélioration tiennent plus ou moins de la nature des lois agraires. Elles prennent aujourd'hui une grande partie du revenu du citoyen; demain elles prendront tout ce revenu et entameront même un peu le capital; après demain, elles prendront le capital tout entier. Et quand ces lois auront tout pris, pense-t-on que l'Etat en sera plus riche? Non, il en sera plus pauvre, car les capitaux ne fructifient que dans la main de ceux qui ont su les conserver ou les gagner. Or, les Etats que chaque officier ou employé se permet de gruger à son aise, ne peuvent rien faire fructifier, car ce qu'ils perçoivent n'est que rarement destiné à développer les ressources du pays de manière à en augmenter la richesse. Le meilleur est donc de laisser aux citoyens la libre disposition de leurs revenus en n'y touchant que le moins possible.

C'est donc, avec une raison supérieure que la convention démocratique du Texas a fait une déclaration en faveur des dettes *justes et légales*, car si elles n'étaient légales cela ne suffirait pas pour les faire respecter. Et qu'elles sont les dettes justes? Ce ne sont pas celles qui n'ont rien produit et qui n'ont servi qu'à la corruption générale; ce ne sont pas celles qui ont été faites dans l'intérêt d'une cabale; ce ne sont pas celles qui ont été faites par des hommes qui ne sont pas celles qui ont été faites dans l'intérêt d'une faction ou d'un parti. Eh bien, si l'on répudie les dettes qui ont été contractées au Texas pour favoriser des intérêts impurs, quelles sont celles qui resteront? Il ne restera, comme en Louisiane, que les dettes antérieures à la guerre; ces dettes-là seules ont été justes et légales et peuvent être respectées, sans offrir ni faible ni les contribuables ne s'en plaignent pas. Mais il s'agit de ces dettes faites par les gouvernements radicaux, or, de ces dettes il n'y en a pas une peut-être qui soit justifiable, bien que toutes aient été votées par les Chambres et approuvées par l'Exécutif, si qu'il ne manquait à aucune rien de ce qui constitue la légalité sous le rapport de la forme.

VENTE À TRÈS BAS PRIX. — Nous engageons les acheteurs à ne pas oublier la vente au rabais que font en ce moment MM. Hébert-Miret & Pinsard. Le stock est immense et offre des articles pour les messieurs et pour les dames. C'est une occasion d'emplette rare et qui vaut bien la peine qu'on ne la laisse pas échapper. Une visite au magasin de ces messieurs suffira pour connaître dont il la fois les marchandises et les prix, et très certainement, nul visiteur ne sortira sans avoir acheté quelque chose à moins que le monde devienne trop riche, prenne plus le bon marché, ce qui nous surprendrait beaucoup.

THE CHARLIE. — M. G. Crena, maître de cet établissement, situé au No 8 de la rue Carondelet, annonce à ses amis et au public en général que son salon a été entièrement restauré pour la saison prochaine. L'intérieur a été repeint et tout a été renouvelé, jusqu'à la façade qui présente maintenant un fort joli coup-d'œil. Le "Charley" est un de nos salons les plus populaires. On y trouve les meilleurs vins et les plus fines liqueurs du monde, et le service y est d'une propreté parfaite. Nous engageons les connaisseurs à aller juger par eux-mêmes de la valeur de nos éloges. Nous ne doutons pas qu'ils ne les jugent pleinement justifiés.

☞ L'immense et toujours croissante demande des machines à coudre de la compagnie Grover et Baker, est une des choses les plus extraordinaires du monde. Ces machines sont d'avances les favorites du Sud. Bureau de Vente 107, rue du Canal.

Subvention pour Travaux Publics.

Nous croyons que les beaux jours des faiseurs de chemins de fer sont passés. Presque tous les Etats sont en révolte contre ces assistances pécuniaires qui se pratiquaient sous forme d'émissions de bons, de participation au capital social des compagnies, ou de garanties d'obligations. On s'est aperçu qu'il n'y avait dans ces projets nulle envie de coopérer à des travaux pour l'utilité publique même, et qu'on n'avait en vue que le profit industriel qu'ils pouvaient donner. On s'est aperçu enfin qu'avec leurs demandes perpétuelles et les concessions perpétuelles qu'elles obtenaient en terres, papiers et titres, les compagnies avaient réussi souvent à construire aux dépens des Etats-Unis et aussi des Etats pris séparément, de grandes ou de petites lignes de voies ferrées qui leur appartenaient tout entières.

Ainsi les Etats donnaient leurs terres, leurs fonds ou leur endossement et ne recevaient en échange qu'une compensation sans importance pour l'administration et le contrôle des entreprises. C'étaient là des affaires de duperie qui ont donné lieu à toute espèce de scandales, scandales dont le Congrès a retenti et dont les Législatures d'Etat retentissent à chaque session.

Si encore il n'y eut eu que des scandales sans perte réelle pour les Etats, la morale seule en eut souffert et c'est ce dont on s'inquiète le moins. Mais le résultat final a été un désastre presque général. Nombre de chemins de fer, construits avec ces moyens puisés de droite et de gauche, ont abouti à des banqueroutes ignobles, et se sont vendus à l'encan pour des sommes minimes au grand détriment des Etats et des municipalités qui les avaient aidés de leurs fonds et de leur crédit.

C'est là notre histoire à nous; c'est aussi l'histoire du Mississippi, de la Georgie, de la Caroline du Sud, et de beaucoup d'autres Etats qui s'étaient jetés sans réflexion dans ces industries ruineuses de transport et de locomotion à travers des localités presque désertes, où l'on ne trouvait ni voyageurs ni fret, puis qu'elles étaient sans habitants et sans culture.

Or, sait-on ce qu'un pareil système industriel a coûté aux contribuables de la Nouvelle Orléans et de la Louisiane et leur coûte encore? Il leur a coûté et leur coûte encore 1 pour 100 de taxe annuelle, pour payer l'intérêt dû sur les bons du chemin de fer de Nashville, pour payer l'intérêt dû sur les bons du premier chemin de Mobile; pour payer l'intérêt dû sur les bons du chemin des Opelousas et pour payer enfin l'intérêt dû sur les bons du chemin de Jackson, ou pour l'amortissement de ces bons à mesure que les échéances sonnent.

Et je tout cela, il ne reste rien. Le chemin de Nashville ne fut jamais poussé plus loin que la Passe Manchac et il y a longtemps que les rails en ont été arrachés et vendus. Le premier chemin de Mobile ne fut jamais commencé ni même tracé. Le chemin des Opelousas a été vendu à M. Morgan et le chemin de Jackson à M. McComb. Cela fait que les contribuables de la Louisiane payent aujourd'hui une taxe pour ce qui n'appartient ni à eux ni à l'Etat.

Instruit par cet exemple malheureux, l'Etat du Texas, représenté dans ses deux conventions, démocratique et républicaine, a décidé en principe qu'il ne serait plus accordé de subventions pécuniaires aux compagnies de chemin de fer et qu'on se bornerait, à leur égard, à des concessions de terres. Celles-là au moins ne coûteront rien à personne. Si les chemins se construisent, ils garderont les terres; sinon, ils les rendront. L'Etat, en aucun cas, n'y perdra rien. Il n'aura contracté aucune obligation, aucune dette, et il ne sera tenu à aucun paiement annuel ni pour intérêt ni pour amortissement. Cette règle de conduite doit être la nôtre. Nous n'avons pas autant de terres que le Texas; nous n'avons pas besoin non plus d'un aussi vaste réseau, nos limites étant comparativement rapprochées les unes des autres. Tout ce que nous avons à faire, c'est d'accorder le droit de passage aux capitalistes qui voudront placer leurs fonds dans l'industrie des chemins de fer. Il faudra bien que les capitalistes viennent à nous, car ils ne savent plus où aller.

Assemblée de Propriétaires du Second et du Troisième District.

Hier soir, sur les 7 heures et demie, une assemblée, composée de propriétaires des Districts ci-dessus, a eu lieu à la salle de Stonewall Jackson, sous la présidence du général J. L. Lewis, assisté de M. Aleé Le Blanc, comme secrétaire.

Sur l'invitation du bureau, M. A. J. Lewis, un des promoteurs des projets dont nous avons parlé dans un de nos précédents numéros, a pris la parole et a fait valoir la nécessité d'avoir une issue commerciale en tout temps, de la rue de l'Esplanade à la limite inférieure de la ville.

Cette amélioration est commandée par des intérêts de premier ordre, par les intérêts des maraîchers, des bouchers, des jardiniers qui alimentent les halles de la ville, par les intérêts de tous les consommateurs et de tous ouvriers ou artisans qui travaillent à la fabrique de coton, et de tous les industriels qui ont des affaires avec les abattoirs.

M. Lewis traite ensuite le sujet de la rétrocession de l'Hôtel de la Monnaie à la ville, suivant les conditions du contrat avec les Etats-Unis. Cet hôtel, avec très peu de dépenses, pourrait faire une fort belle maison d'Etat.

Quant au projet de chemin fer au Lac Borgne, le but de l'assemblée est d'en discuter les avantages ainsi que la possibilité d'exécution. M. Lewis s'en est référé aux aperçus que nous avons donnés dans l'*Abeille* soit pour les frais d'établissement soit pour le revenu.

M. A. Walker, de la paroisse St-Bernard, accédant à M. Lewis, a insisté avec beaucoup de force sur les bénéfices qui résulteraient de l'établissement de cette voie ferrée pour toute la ville et a fait la motion de nommer un comité de 19, qui sera chargé de solliciter des souscriptions. La motion a été adoptée.

Après quelques autres remarques de M. Bambola, et après un vote de remerciement, pour M. Louis Fix qui avait prêté l'usage de la salle et fourni le gaz, l'assemblée s'est ajournée.

LE DRAPEAU ROUGE. — C'est le nom d'un nouveau magasin de chaussures que M. E. Angand doit ouvrir, le 15 du courant, au coin des rues Ste-Anne et Royale, avec le concours de plusieurs manufacturiers de Boston, Baltimore et Philadelphie. Ce magasin, occupé autrefois par M. Colon, a été réparé à neuf. Il sera un véritable ornement pour la rue Royale à laquelle beaucoup de gens pensent que le chemin de fer va rendre son ancienne splendeur. Dans cet espoir, les propriétaires font restaurer et badigeonner leurs maisons et les marchands font repeindre leurs installations et leurs étagères; mais une des plus brillantes encoignures sera sans doute celle qui est occupée par le magasin de chaussures dont nous parlons et où l'on trouvera aux prix les plus modiques un vaste choix de bottes, souliers et brodequins. Les relations de M. Angand et sa grande économie de frais lui permettront d'accepter des prix défiant toute concurrence. L'ouverture du Drapeau Rouge sera comme l'inauguration d'un nouveau quartier.

☞ Il y a plus de cinq ans que les machines à coudre de Grover et Baker ont été introduites dans le Sud et, depuis cette époque, leur réputation n'a cessé de grandir. Aujourd'hui leur vente dépasse celle de toutes les autres. Dépôt général, Canal 107.

ASSESSEMENTS. — Nos 144, 145 et 146. Voyez la colonne des notices spéciales — mort d'Edw. Benoit, B. F. Flower et J. A. Blanchard, nouvelle Association of Louisiana, Old Camp No 10. Montant payé depuis l'organisation en 1866, $358,210 00.

Louisiane.

Le Lafayette *Advertiser* rapporte en ces termes un accident qui a coûté la vie à l'un des plus honorables habitants de la Louisiane:

Mardi dernier, vers deux heures P. M., un de nos citoyens les plus respectables, M. Onézime Mouton, en voulant essayer un nouveau moulin à coton de machine, a eu le bras droit littéralement broyé entre les hérissons et la brosse du moulin; l'ingénieur qui se trouvait alors à la machine n'eut que le temps de jeter une forte pièce de bois dans les hérissons, autrement M. Mouton aurait été indubitablement attiré et broyé entièrement. Malheureusement, malgré tous les soins de trois des meilleurs médecins de notre paroisse, appelés sur les lieux immédiatement, notre malheureux citoyen a succombé, mercredi vers 2 heures P. M., seulement 24 heures après l'accident. Pour être une existence précieuse qui pu être conservée, si la réaction eut eu lieu sans accident, permettant l'amputation du membre.

Nous lisons dans le *Sucrier* de la Louisiane:

MEURTRE BRUTAL. — Encore une fois nous sommes appelé à enregistrer un de ces assassinats incroyables, diaboliques, qui viennent si souvent épouvanter notre communauté. L'esprit du mal s'est manifesté incarné dans la race noire, à en juger par les crimes sans nombre qui se commettent de jour en jour dans ce pays.

La dernière horreur est arrivée à St-Martin, un soir de la semaine dernière, sur l'habitation de M. Balthazar Bérard, qui emploie des travailleurs blancs et des noirs. Le soir en question, un de ces derniers entra chez un des blancs, nommé Wm Charleston, et lui dit que les animaux venaient d'entrer dans le clos. Ils sortirent donc pour chasser le bétail, et le dernier se mit à dire hache pour arranger la barrière cassée. Ce n'était qu'un prétexte, et lorsqu'ils furent à quelque distance de la maison, le nègre, profitant d'un moment où son compagnon ne l'observait pas, lui asséna un coup de hache sur la tête et l'étendit à ses pieds. Puis, du tranchant de son arme, il lui sépara la tête du corps.

Le motif du meurtre était le vol: les deux hommes ayant travaillé ensemble, et étaient même amis, mais le nègre vint à savoir que le malheureux Charleston possédait quelques piastres et l'assassina pour les avoir.

Laissant sa victime, il retourna à la maison et ordonna à Mme Charleston de livrer immédiatement tout l'argent qu'elle avait. La pauvre dame, épouvantée de terreur, s'enfuit par une porte de derrière, abandonnant la maison au meurtrier. Celui-ci força une malle et en enleva quatre piastres—tout l'argent qu'elle contenait.

Il s'empara alors d'un cheval, traversa l'habitation et alla se cacher dans la cyprière derrière la plantation Duclos.

Le shérif Delahoussaye envoya une escouade d'hommes à sa poursuite; il fut arrêté et amené ici, où les citoyens exaspérés manquèrent de la lyncher. Croyant que les habitants de St Martin le pendraient aussitôt arrivé, on lui permit de partir avec les officiers qui le gardaient. Il est maintenant en prison.

Ce meurtre égale en férocité celui des MM. Lanet & Sauer, et l'insignifiante somme qui en a été la cause en fait ressortir d'une manière saisissante l'indicible horreur.

Nous empruntons au *Courrier* des Opelousas l'intéressant rapport qui suit sur la fin des deux brigands de la paroisse St-Landry, les deux frères Ben et Cyriaque Guillory:

"Après avoir obtenu tous les renseignements nécessaires, et après mûres réflexions, une expédition fut organisée à l'effet de les appréhender. Cette expédition consistait en Wm. C. Lewis et J. B. Jackson, députés shérif, tous deux officiers courageux et prudents, avec MM. C. C. Dupuis et E. St Andrus, qui, en 1871 et 1872 ont fait voir qu'ils étaient de chiens décidés à ce genre d'ordre. En conséquence, jeudi matin, M. Lewis, qui était porteur du warrant nécessaire, et muni de sa nomination de député shérif et de son serment, et sans même aucun mot revelant, partit pour le Bayou Bœuf.

A environ 4 heures de l'après-midi, Jack, son partit pour la Vieille Grande Prairie; en passant par Washington, également sans autre arme que son revolver. Une heure après, Dupuis et Andrus, ayant leurs carabines démontées, en partie dans leurs valises et en partie dans leurs coups de feu derrière leurs selles, quittèrent notre village pour Plaquemine Brûlée; mais dévièrent de leur route à quelques milles d'ici, et prirent dans la direction opposée, sur la vieille Grande Prairie, où nous n'étaient donné rendez-vous-là, cette partie de l'expédition partie d'Opelousas, rencontra Aristide Orfego, Ben Fontenot et C. C. Delafosse. Marchant seulement la nuit ils arrivèrent à la résidence des Guillory, sur Little River, dans la paroisse Catahoula, lundi, vers onze heures de la nuit.

Sans bruit ils entourèrent la maison et attendirent le jour. Le jour vint, mais rien ne remuait dans la maison, et ni dehors aucun mouvement, attendu qu'en il vient aussi. Il en sera ainsi tant qu'il y aura des morts et des blessés. Enfin, vers le soleil levant, Cyriaque Guillory sortit de la maison pour donner à manger à son cheval, quand Dupuis s'avança rapidement à découvert, et mettant en joue le misérable, lui ordonna de se rendre. Il fut immédiatement désarmé, et pendant que Dupuis s'avançait rapidement vers la maison, Ben Guillory, qui avait entendu la voix de son frère,